La traduction et son caractère normatif ou contraignant du texte juridique

BENZEROUAL TAREK
Universite El Hadj Lakhdar – Batna -

INTRODUCTION

Le droit étant un phénomène social, le produit d'une culture, comme l'énonce Jean Claude Gémar (professeur et chercheur en traduction juridique), il acquiert dans chaque société un caractère unique. Comme nous le verrons plus tard, chaque société organise son droit ou son système juridique selon la conception qu'elle en a et selon la structure qu'elle veut se donner. De ce fait, le discours du droit est porteur d'une dimension culturelle qui se reflète non seulement dans les mots ou les termes propres à un système juridique, mais aussi dans la façon de les exprimer.

Ainsi, La traduction juridique pose des problèmes qui lui sont propres. On peut certainement affirmer la même chose des autres domaines de traduction. Toutefois, la traduction dans le domaine du droit présente des caractéristiques qu'aucun autre domaine de spécialité ne présente, et ce, en raison des éléments sociaux, linguistiques, culturels, méthodologiques et notionnels qui interviennent dans ce domaine.

Cette spécificité nous amène à réfléchir sur la traduction et son caractère normatif ou contraignant du texte juridique.

1. Le fondement épistémologique de la traduction juridique

Nombreux sont les théoriciens qui ont contribué à élaborer le dispositif théorique et pratique de la traduction juridique en abordant divers problèmes ou aspects de celle-ci. Parmi eux, on trouve des juristes, des traducteurs, des linguistes et des jurilinguistes. Les problèmes qu'ils abordent, ainsi que leur approche, reflètent le plus souvent une préoccupation ayant un lien direct avec leur formation ou leur domaine d'expertise. Leurs travaux sont mis à profit dans ce travail pour décrire les éléments les plus importants qui interviennent en traduction juridique.

Les difficultés de la traduction juridique, selon Gémar, procèdent fondamentalement du caractère contraignant du texte juridique. Ce caractère lui est attribué par la norme de droit. La vie en société est régie par des normes juridiques qui imposent des obligations, c'est-à-dire des contraintes, et par conséquent, des sanctions. Traduire des textes juridiques signifie reconnaître les éléments juridiques et linguistiques qui ont façonné la norme de droit et les transposer dans une autre langue et dans une autre culture[1]. Voilà une tâche qui laisse au traducteur une marge de manœuvre très restreinte quant aux choix des ressources linguistiques.

Les éléments d'analyse de la typologie de Gémar sont : le caractère normatif ou contraignant du texte juridique, le discours (ou langage) du droit, la diversité sociopolitique des systèmes juridiques, le problème de la documentation juridique et l'approche pluridisciplinaire de la traduction juridique.

2. La langue du droit

Afin d'éviter un débat qui déborderait du cadre de la présente étude, précisons tout d'abord que le terme *langue du droit* est utilisé ici au sens que lui donnent Sourioux et Lerat[2],

soit au sens de langage ou *façon particulière de s'exprimer*. Nous reconnaissons qu'il n'existe pas à proprement parler de langue du droit, du moins au même titre qu'il existe une langue courante. Cependant, les juristes, aussi bien que d'autres spécialistes, comme les physiciens ou les mathématiciens, partagent un langage souvent qualifié de discours, de dialecte social, voire de « technolecte[3] ».

Définir la langue du droit comme une façon particulière de s'exprimer implique qu'elle comporte des éléments de la langue courante et des éléments qui lui sont étrangers. Cette combinaison d'éléments est ce que Sourioux et Lerat appellent le *caractère composite* du langage juridique. Et comme ils l'indiquent « *c'est précisément ce caractère composite qui explique en partie ce paradoxe : le droit est un phénomène aussi largement social que la langue elle-même, mais qui suscite un sentiment d'étrangeté chez la majorité* »[4].

La langue est le véhicule par lequel le droit exprime la norme juridique. Pour exprimer la norme de façon à ce qu'elle soit respectée et suivie, le droit soumet son véhicule d'expression à une série de mesures, tant sur le plan interne (la syntaxe, la stylistique, la sémantique et le lexique) que sur le plan externe (l'organisation et la structure de son langage).

3. Caractéristiques générales

Dans cette étude, le terme *langue du droit* est préféré aux termes *dialecte social* et *technolecte*, car la langue du droit constitue bien plus qu'une batterie de termes techniques utilisés pour décrire des objets ou des notions. Le droit emploie un discours qui comporte des éléments syntaxiques, lexicaux, stylistiques et sémantiques qui lui sont propres et qui doivent être employés dans des circonstances bien précises. Ce sont là des éléments de la langue qui constituent des unités difficiles à fragmenter, mais que la science linguistique sépare aux seules fins de l'analyse.

Précisons également que le terme *langue du droit* est utilisé ici comme un terme générique, car différents sous-domaines ou branches du droit possèdent des caractéristiques syntaxiques, lexicales, stylistiques et sémantiques qui leur sont propres. Un article de loi, par exemple, présente des caractéristiques linguistiques différentes de celles d'un contrat ou d'un traité international. Toutefois, le texte juridique possède des caractéristiques qui le distinguent des textes appartenant à d'autres disciplines ou branches du savoir.

L'une des caractéristiques saillantes de la traduction juridique provient de la relation étroite que le droit entretient avec le langage qui le véhicule. Plusieurs théoriciens du langage du droit reconnaissent à ce rapport un caractère assez particulier. Gémar, par exemple, qualifie ce rapport d'ambigu et de chaotique[5]. L'adjectif chaotique ne qualifie pas la langue du droit, mais plutôt la nature ambivalente du rapport qui existe entre le droit et son véhicule d'expression. Il se rapporte au fait que le droit façonne soigneusement son discours pour exprimer la norme, et à la difficulté que représente souvent le fait d'interpréter le sens véhiculé par celle-ci.

3.1. Caractéristiques lexicales

Le plan lexical de la langue du droit pose un haut degré de difficulté au traducteur. La nomenclature du droit se distingue par son caractère incertain qui découle, selon Gémar[6], du caractère flou de ses concepts. Prenons l'exemple du terme *droit*. Gémar a vérifié la définition donnée par différents dictionnaires. Il a constaté que les définitions variaient d'un dictionnaire à l'autre. Pourtant, il s'agit bien du terme-clé du domaine juridique.

La terminologie juridique se caractérise aussi par une grande polysémie. Cette caractéristique du langage du droit obéit à des raisons historiques, c'est-à-dire au développement

du droit dans le temps, aux institutions et aux personnes qui ont contribué à le modeler. Le droit reflète les besoins d'une société dans le temps; par conséquent, le sens des termes peut varier selon le contexte et les époques.

L'étude diachronique du langage juridique montre que sa richesse et sa diversité reflètent les besoins d'une époque et les nombreuses sources utilisées pour répondre à ces besoins. La langue du droit étant un phénomène social, elle est marquée par les événements qui ont influencé la société à un moment précis de son histoire.

La langue du droit est une langue très ancienne et elle porte encore l'héritage terminologique de langues comme le latin et le grec. Les expressions et les termes latins, par exemple, font partie intégrante du droit. La langue juridique en français doit au latin des termes comme *constitution*, *législateur*, *régime*, *acte*, *hypothèque*, *cession*, *clause*, etc.

Il est important de noter, toutefois, que les mots évoluent dans leur nouveau contexte et que cette évolution peut entraîner des changements de sens par rapport à la langue d'origine. Ainsi, le terme latin *statum* a évolué en anglais sous la forme de *status* , tant dans sa forme simple que dans l'expression *status quo* ; tandis qu'en français, ce même terme est devenu *statut* dans sa forme simple et *statu* (sans « t ») dans l'expression *statu quo.* Au sujet de l'évolution des mots, Didier précise : «lorsque les mots ont été déracinés et transplantés d'une langue à une autre, d'un terroir à un autre, ils se trouvent placés dans une structure linguistique et sociale nouvelle, qui les rend autonomes par rapport aux langues-mères desquelles ils proviennent » [7].

Le droit puise abondamment dans la langue générale. Et cela constitue l'une des grandes difficultés de cette langue de spécialité : ces termes de la langue de tous les jours peuvent être dotés d'un sens différent, dans un contexte précis. Cette

diversité présente la grande difficulté de ne pas être répertoriée dans son ensemble dans les divers lexiques et dictionnaires spécialisés. Ces ouvrages n'incluent souvent que la nomenclature du droit, soit les termes du domaine proprement dit, et excluent les termes de la langue courante qui, ayant acquis un sens particulier, échappent à la compréhension du néophyte.

Darbelnet distingue la *nomenclature* du droit et le *vocabulaire de soutien* du droit. La nomenclature comprend les termes appartenant à un sujet. C'est ce que Sourioux et Lerat appellent *mots-bases*. Le vocabulaire de soutien inclut les mots d'une technicité moindre ou nulle qui servent à actualiser les mots spécialisés et à donner au texte une organisation. Bref, ce sont des mots usuels ou de la langue courante ayant un sens technique et que Darbelnet appelle aussi *vocabulaire para-technique*. Il déplore le fait que ces termes ne soient généralement pas inclus dans les lexiques juridiques [8].

Il suggère que le vocabulaire de soutien du droit devrait être recensé dans les lexiques et les dictionnaires spécialisés au même titre que les termes techniques. Ce qu'il appelle vocabulaire de soutien est analysé par d'autres théoriciens comme des cooccurrents du langage juridique, soit l'agencement du texte juridique. Ces cooccurrents posent comme problème le fait de ne pas être recensés dans quelque ouvrage que ce soit. Darbelnet montre également que la difficulté du langage juridique n'est pas seulement une question de terminologie, mais aussi d'agencement des mots selon un schéma préétabli. La terminologie et l'agencement des mots constituent donc deux éléments du discours d'importance égale pour la signification du message. Le sens que véhiculent les mots du texte, si bien choisis soient-ils, ne

passera pas si ces mots ne sont pas agencés d'une certaine manière.

3.2. Caractéristiques stylistiques

Le style ou la façon d'énoncer un discours a également un objectif ou une raison d'être. L'émetteur du discours privilégie une façon de dire plutôt qu'une autre selon le type de message à transmettre ou selon l'effet qu'il cherche à produire chez son interlocuteur. L'objectif est de transmettre un message, mais ce dernier aura un effet plus ou moins important selon que le style s'adapte plus ou moins bien au type de message à transmettre.

Les textes normatifs, par exemple, ont un ton solennel. Dans ce type de texte, c'est l'État qui parle, et l'objectif est de faire respecter la norme qui organise la vie en société. Bien entendu, sous-jacents à la norme, se trouvent des principes de légitimation qui justifient le système juridique établi et qui font en sorte qu'il soit approprié de lui obéir. C'est ce que Friedman[9] appelle *trait culturel*, c'est-à-dire l'attitude et l'opinion des individus envers le système juridique en vigueur.

3.3. Caractéristiques syntaxiques

La langue du droit présente des caractéristiques syntaxiques qui la distinguent facilement de la langue d'autres domaines. Elle recourt aux mêmes règles syntaxiques[10] que la langue courante. Il n'existe pas une syntaxe ou une grammaire propres à la langue du droit. Cependant, la langue du droit, à l'instar de la poésie, présente des structures syntaxiques qui permettent de la distinguer facilement de la langue courante et des autres langues de spécialité. Les caractéristiques qui suivent[11] s'appliquent surtout aux textes normatifs comme les articles de loi, les règlements, les actes, les jugements.

3.3.1. La place du verbe

Le verbe peut être soit antéposé, - comme dans l'exemple : *est décrété bien public [...],* soit postposé, -

comme dans l'exemple : *le conseil, statuant à l'unanimité, sur proposition [ ] adopte*

3.3.2. L'ordre des propositions

Dans les jugements, par exemple, il est fréquent de trouver des phrases commençant par des locutions conjonctives telles que *Vu que*, *entendu que*, et suivies d'une phrase relative qui précède la phrase principale.

3.3.3. La longueur des phrases

Dans la majorité des langues, les phrases des textes de lois et de contrats sont très longues. Comme le précise Gémar, il ne s'agit pas d'un trait stylistique propre au rédacteur, mais parfois du résultat d'une énumération. La longueur des phrases contribue en grande partie à la redondance qui caractérise la langue du droit. Encore une fois, il ne s'agit pas d'un procédé de style, mais bien du résultat d'un souci d'exhaustivité.

3.3.4 L'emploi des phrases au passif

La voix passive est abondamment employée, tant en anglais qu'en français et en espagnol. L'utilisation de tournures passives dans des textes juridiques tels que les règlements, les actes et les jugements, donne à ces derniers un ton neutre, objectif et formel, voire solennel. Le but visé, comme le précise Gémar, est celui de la dignité du texte normatif, où l'on évite soigneusement d'employer une langue triviale ou des tournures familières. Ainsi, le pronom *il* est préféré au pronom personnel indéfini *on*. Par conséquent, la phrase *il est convenu / décidé* sera préférée à la phrase *on a convenu / décidé*.

3.4. Caractéristiques sémantiques

Chaque élément qui compose la langue du droit a été soigneusement analysé avant que son usage, voire sa signification, ait été fixé dans un domaine ou sous-domaine du droit et associé à un cas particulier.

En effet, un terme peut être employé par tous les usagers du droit dans un sens que tous comprennent ou croient comprendre. Toutefois, la signification d'un terme est actualisée par les juges qui fixent la signification des termes dans un contexte donné et par rapport à un cas précis. Comme il a été indiqué précédemment, c'est ce que Gémar appelle *le caractère normatif* de la langue du droit. Le passage suivant illustre comment la signification d'un terme s'impose au contexte dans lequel oeuvre le traducteur et aux considérations linguistiques de celui-ci.

La loi est au-dessus du contexte et des considérations linguistiques [du traducteur]. On peut contester l'emploi du terme « corporation » et lui préférer celui de « société commerciale ». Il reste que le terme défini dans la loi est celui que le juge, soucieux de respecter l'unité et la stabilité sémantiques nécessaires au bon fonctionnement de la machine judiciaire, retiendra en fin de compte[12].

Dans la citation précédente, il est question de l'équivalence française du terme *business corporation*. L'équivalence retenue au Québec et en Ontario est *compagnie*, dans la législation fédérale, l'équivalence est *société par actions*, et au Nouveau-Brunswick, l'équivalence est *corporation commerciale* [13].

Le fait de donner à un mot un sens particulier, dans un cas ou dans un contexte particulier, donne lieu à une polysémie qui peut conduire à une mauvaise utilisation ou interprétation des termes. Le problème de la polysémie de la langue juridique est l'une des difficultés les plus difficiles à surmonter. Par ailleurs, le recours au dictionnaire ne constitue pas toujours la solution au problème, car les dictionnaires ne recensent pas tous les cas ni tous les contextes où un terme de droit peut apparaître et, par conséquent, tous les sens que ce terme peut avoir.

La langue du droit possède, en tant que langue de spécialité, des traits qui en font une langue unique et très complexe. Son vocabulaire comprend un grand nombre de termes qui proviennent de la langue courante et de termes qui ne sauraient exister en dehors du cadre juridique, de même qu'un grand nombre de termes qui ont été empruntés à d'autres langues ou hérités d'autres langues, comme le latin. La langue du droit peut organiser les composantes des phrases de son discours d'une façon distincte (un verbe placé en début ou en fin de phrase, des phrases introduites par des locutions prépositives suivies de propositions subordonnées). Elle emploie également un ton solennel qui évite toute tournure familière. Enfin, la langue du droit est l'une des langues les plus polysémiques, puisque la signification des termes de son discours a été fixée dans un contexte particulier, par rapport à un cas particulier. Sa terminologie a donc un caractère spécifique mais imprécis.

CONCLUSION

Gémar reconnaît au droit un caractère ésotérique et solennel en raison d'éléments tels que « naissance en assemblée législative; sanction publique, par la justice, de l'infraction commise; célébration du Droit par les ministres du culte que sont avocats et notaires »[14]. Par ailleurs, il attribue à la langue du droit un caractère initiatique. Les profanes ne comprennent un texte juridique que s'ils ont été initiés à ce culte qu'est le droit, à sa langue, à ses institutions, à ses mécanismes et à ses modes de fonctionnement. La polysémie qui caractérise la langue juridique contribue, d'après Gémar à accentuer le mystère qui entoure le droit.

BIBLIOGRAPHIE

1. Jean-Claude Gémar, « *La traduction juridique et son enseignement* », *Meta*, 1979, pp. 37-45.
2. .-L. Sourioux et Pierre Lerat, *Le langage du droit*, Paris, P.U.F., 1975, Introduction.
3. .-L. Sourioux et Pierre Lerat, *Le langage du droit*, Paris, P.U.F., 1975, Introduction.
4. .-L. Sourioux et Pierre Lerat, *Le langage du droit*, Paris, P.U.F., 1975, Introduction.
5. Jean-Claude Gémar, *Traduire ou l'art d'interpréter*, 1995, p. 10. L'adjectif *chaotique* semble suggérer le désordre, ce qui n'est nullement le cas dans le domaine juridique.
6. Voir Jean-Claude Gémar, « La traduction juridique et son enseignement », *Meta*, 1979, p. 38.
7. Emmanuel Didier, *Langues et langages du droit*, Montréal, Wilson et Lafleur, 1990, p. 3.
8. Jean Darbelnet, « Réflexions sur le discours juridique », *Meta,* vol. 24, no 1, mars 1979, p. 27.
9. Cf. Lawrence Friedman, « *Is there a Modern Legal Culture?* », *Ratio Juris,* vol. 7, no. 2, July, 1994, p. 123.
10. Jean-Claude Gémar, « Les fondements du droit comme langue de spécialité : Du sens et de la forme du texte juridique », dans *Revue générale du droit*, 1990, p. 737.
11. Jean-Claude Gémar, « Les fondements du droit comme langue de spécialité : Du sens et de la forme du texte juridique », dans *Revue générale du droit*, 1990, p. 737.
12. Jean-Claude Gémar, *Traduire ou l'art d'interpréter*, 1995, p. 10. L'adjectif *chaotique* semble suggérer le désordre, ce qui n'est nullement le cas dans le domaine juridique.
13. Les caractéristiques lexicales, stylistiques et syntaxiques présentées ici ont été tirées, pour la plupart, de l'ouvrage de Gémar *Traduire ou l'art d'interpréter*, 1995b, pp. 95-115.

14. Jean-Claude Gémar, « La traduction juridique et son enseignement : aspects théoriques et pratiques », 1979, p. 37.